

ABDELAZIZ BELKHADEM À BLIDA "Notre parti a surpassé sa crise"

Lors de la rencontre régionale des élus FLN qui s'est tenue, mardi dernier à Blida et ce, en prévision du congrès national prévu les 26, 27 et 28 janvier, le coordinateur national, M. Abdelaziz Belkhadem, n'a pas manqué, dans son allocution, de faire une allusion sur la stabilité qui règne au sein de son parti en martelant d'emblée : "Notre parti a surpassé sa crise car nos partisans ont été conscients de l'enjeu." A ces élus venus des wilayas d'Alger, de Tipasa, de Djelfa, de Médéa, de Tizi-Ouzou, de Bouira, de Boumerdès et de Blida, le coordinateur national rappellera que le FLN se doit de leur demander des comptes. "Vous êtes tenus de fournir des efforts et de travailler davantage pour satisfaire le citoyen en l'allégeant de la lourdeur qui pèse sur lui car il y a de la renommée du parti qui doit recouvrer son notoriété d'antan", leur dira-t-il. A ce propos, Belkhadem ouvrera une parenthèse sur l'expérience vécue par le peuple algérien à la suite de l'absence du FLN de la scène politique pour dire : "Lorsqu'il n'a pu trop supporter les malheurs, le peuple a commencé à crier où es-tu FLN. Aujourd'hui que l'espoir est revenu car le FLN est une source de bienfait, il faut préserver cet acquis."

Revenant sur la crise qui a secoué le FLN, Belkhadem accuse avec des mots à peine voilés ceux qui ont voulu sa déstabilisation. "Ceux qui nous envient nous ont jeté des pierres car ils ont de tout temps convoité nos places", soutiendra-t-il. Cependant, le coordinateur national du FLN avertit les élus du vieux parti en leur recommandant d'être intègres et honnêtes : "Il est de votre devoir d'avoir des mains blanches et que vos poches soient propres", avertira-t-il. Rappelons que Abdelkrim Abada, présent sur la scène, a saisi l'occasion pour débroussailler un tant soit peu la situation qui a prévalu sur son sujet à la suite des élections et notamment les rumeurs qui l'ont donné comme ennemi du président de la République.

A ce sujet, il dira : "Au contraire, nous sommes avec le président et nous appuyons les fondements de l'Etat", avant d'ajouter : "La campagne présidentielle est une chose et la préparation du congrès en est une autre et que les partisans authentiques sont seuls à même de le préparer car eux ne sont pas des suiveurs." C'était une allusion faite aux comités de soutien dont il dira que le président n'a pas besoin d'eux. Quant à Amar Saidani, il soutiendra que le peuple croit en le FLN mais que ses élus doivent impérativement solutionner les problèmes des citoyens.

M. B.

PRESSE-JUSTICE Condammations et renvoi de procès

Le procès tant attendu opposant le journal *Le Matin*, suspendu depuis le 23 juillet dernier, à l'homme d'affaires émirati Al Shorafa, qui devait avoir lieu hier au tribunal de Sidi M'hamed, a été renvoyé au 15 mars prochain au motif de la non-présentation de Mohamed Benichou, incarcéré à la prison d'El Harrach depuis le 14 juin 2004. Le même motif a été invoqué pour renvoyer, à la même date, l'affaire Sonatrach opposant Yasmine Ferroukhi, Youcef Rezzoug et Mohamed Benichou au ministère de l'Energie et des Mines. La décision de renvoi de ces deux procès très singuliers a été diversement commentée. D'aucuns y voient un "prétexte" pour ne pas juger ces affaires d'autant plus que le parquet a rarement manqué de prendre les mesures pour l'extraction de Mohamed Benichou même quand il s'agissait de délibérations. D'autres imputent le report à la présence, dans la salle d'audience, d'une journaliste et d'une sénatrice françaises. Pour la majorité, l'ajournement est dû à "l'indisponibilité" de Chakib Khelil. Pour rappel, ce dernier avait, selon ses avocats, émis le vœu d'assister au procès pour y confronter Mohamed Benichou. Motif qui, le 21 décembre dernier, date initiale de ce procès pour diffamation intenté par le ministère de l'Energie suite à la publication par *Le Matin* d'un dossier consacré à la "Sonatrach", a poussé la magistrate à renvoyer l'affaire pour le 18 janvier 2005. C'est aussi le 15 mars prochain que sera connu le verdict de l'affaire opposant Mohamed Bedjaoui, président du Conseil constitutionnel, au directeur de la publication du *Matin*. Motif : absence de Mohamed Benichou. En revanche, le verdict a été rendu dans une affaire opposant *Le Soir d'Algérie* à Mohamed Bedjaoui. Fouad Boughanem, directeur de la publication, s'est vu signifié sa condamnation à deux de prison avec sursis et 10 000 DA d'amende, la journaliste a été condamnée par défaut à deux mois de prison ferme et 50 000 DA d'amende. Cela bien que le président du Conseil constitutionnel ait retiré ses plaintes.

Saïda Azzouz

AMNISTIE GENERALE "Même les enfants de harkis et les pieds-noirs..."

Les principaux animateurs de la Commission nationale de l'amnistie générale (CNAG), à leur tête M. Abderezzak Smail, président de la commission sus-citée et par ailleurs président de Parti du renouveau algérien, ont animé hier une conférence de presse au siège du PRA afin d'expliquer les grandes lignes de cette proposition annoncée par le président de la République.

Sans aller dans le détail et sans fournir plus d'éclairage sur le contenu précis de cette amnistie générale, dont l'objectif est d'"oublier les rancœurs qui peuvent exister entre les Algériens", les conférenciers se sont confondus dans des généralités. Toutefois, ils ont tenu à lever toute équivoque sur certains points.

Ainsi, selon M. Abderezzak Smail, "l'amnistie générale ne s'appli-

quera pas à ceux qui se sont enfuis avec l'argent des Algériens à l'étranger et ceux qui ont tué doivent répondre de leurs actes devant la justice", tout en affirmant que "l'amnistie générale touchera les prisonniers politiques, les prisonniers d'opinion et autres personnalités ayant des antécédents judiciaires dont Ali Benhadi".

Questionné sur le sort des militaires ayant commis d'éventuels dépassements, Abderezzak Smail est resté évasif en soutenant que "le militaire se soumet à des ordres et les fautes qu'il commet seront mises sur le compte de sa profession et non pas sur le compte de sa personne". Interrogé sur la question des harkis, le président de la CNAG a estimé que "les enfants de harkis, des cadres supérieurs qui peuvent aider l'Algérie ne doivent pas payer à la place

de leurs parents, quand bien même ces derniers étaient sommés à se mettre du côté des Français".

Cela suppose-t-il que les harkis seront également concernés par cette amnistie ? Concernant les pieds-noirs et les juifs d'origine algérienne, M. Abdelmalek Serrai, également membre de cette commission, dira qu'il est "illogique pour l'Algérie qui veut s'ouvrir sur le monde en concluant des accords avec OMC et l'Union européenne, d'interdire la venue des pieds-noirs et les juifs d'origine algérienne qui ont les moyens et la faculté de comprendre l'Algérie".

M. Serrai rappellera dans ce cadre que "c'est grâce aux amis de l'Algérie d'origine maghrébine et particulièrement algérienne résidents aux États-Unis que l'Algérie est classée pays stratégique" par la plus

grande puissance mondiale.

"Nous devons profiter de ces potentialités", a précisé M. Serrai. En conclusion, les animateurs de la CNAG étaient d'accord pour dire que "nous devons tourner la page et ouvrir une nouvelle page pour une Algérie prospère". Ce faisant, et dans la perspective de la tenue du référendum dans le courant de cette année, probablement avant la fin du premier semestre 2005, des actions de sensibilisation et des rencontres d'explication de cette initiative du président de la République sont programmées par la CNAG à travers le territoire national et tout particulièrement "dans les régions ayant souffert des affres du terrorisme et celles ayant vécu des troubles et des contestations sociales et politiques (Kabylie, ndlr)" comme l'a souligné M. Serrai.

Lotfi Mérad

LE 5^e COMMANDEMENT REGIONAL DE LA GENDARMERIE NATIONALE FAIT SON BILAN Des chiffres alarmants

Le 5^e Commandement régional de la Gendarmerie nationale, qui étend sa compétence territoriale sur pas moins de 15 wilayas de l'est du pays, a rendu, hier, le bilan de son activité annuelle. De par l'importance de l'espace couvert par ce commandement, — il constitue en fait le quart de la superficie globale du pays abritant plus de dix millions d'âmes — et les larges domaines d'intervention de la Gendarmerie nationale, cet actif reflète inexorablement les tendances nationales s'agissant des hausses et/ou baisses des fléaux autant réprimés par la loi que reniés par la morale.

Kamel Ghimouze - (Constantine) *Le Soir* - Territorialement, ce sont donc quelque 491 communes qui relèvent de la compétence du 5^e Commandement régional de la Gendarmerie nationale. L'institution judiciaire est représentée, à travers 11 cours de justice, 58 tribunaux et pas moins de 55 établissements de rééducation. Aussi, l'exposé du bilan 2004 présenté par le colonel Benabdelkader devant un panel de journalistes relèvera en matière de sûreté publique que les crimes répandus à travers son champ d'activité sont diversifiés et portent atteinte notamment à la sécurité corporelle des personnes, aux biens ou encore se rapportent à la violence et aux agressions, aux mœurs, vols, assassinats et stupéfians. Les facteurs identifiés par le conférencier comme étant à l'origine de la plupart des crimes font ressortir les difficultés à caractère social, des conditions de vie diffi-

Rivortil. Quantitativement, ce sont donc 341 929,98 grammes de kif, 39 240 comprimés et 240 flacons de Rivortil d'une valeur globale de 19 204 964 DA.

En matière de contrebande, la frontière Est, longue de ses 465 km, a connu une grande activité des différents réseaux de contrebandiers durant l'année écoulée. A ce titre, 846 affaires ont été traitées par la Gendarmerie nationale et ont abouti à 377 poursuites judiciaires contre 377 personnes dont pas moins de 50 ont été écroués. La valeur des produits saisis s'élève à 811 446 827,35 DA en plus de quelque 213 véhicules. Là également, la tendance est à la hausse et se situe à 8,27%. Sur cette même bande frontalière, 45 cas d'immigration clandestine ont été recensés durant la même période.

En matière de police administrative, 19 896 informations judiciaires ont été ouvertes et ont décelé 1 080 crimes et 2 189 délits. 292 personnes ont été arrêtées dans ce cadre dont 96 écroués et 196 remises en

liberté provisoire. Les attrouplements qualifiés d'atteinte à l'ordre public ont connu une hausse de 2,03% en 2004 soit 464 cas signalés, dus, selon l'exposé à une tension sociale grandissante. L'obstruction des routes et l'occupation des administrations publiques sont le lot de ces manifestations revendicatives inhérentes, selon le même bilan aux raccordements en eau potable et électricité, au chômage, aux augmentations des salaires, etc. Particulièrement meurtriers, les accidents de la circulation enregistrés à travers les territoires des 15 wilayas du 5^e Commandement de la Gendarmerie nationale sont de l'ordre de 7 712 dont 793 d'entre eux ont été mortels.

En dépit des campagnes préventives initiées par la Gendarmerie nationale avec pas moins de 99 804 barages fixes dressés par ses unités durant l'année 2004, les routes de l'est du pays ont été fatales pour 1 022 personnes alors que le nombre de blessés s'élève, lui, à 14 412.

K. G.

DÉCÈS

La famille Azzouz d'Alger a le regret de vous annoncer l'immense douleur du décès de

Azzouz Achour,

survenu le 18/01/2005.

La levée du corps se fera aujourd'hui du domicile du défunt.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.